

Des passions tristes

Dalie Giroux

Numéro 313, automne 2016

Séduits par la droite

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/83384ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Giroux, D. (2016). Des passions tristes. *Liberté*, (313), 23–25.

Dalie Giroux

Des passions tristes

À quoi carbure la droite dans la vallée du Saint-Laurent?

L'IMPRESSION est d'abord vague, c'est un certain malaise ressenti en entendant tel ou tel propos, une réserve face à une proposition, une tension négative qui affleure ici et là. Puis on se demande : qu'y a-t-il dans l'air pour que les conversations soient devenues si franchement agressives, que les ennemis soient si clairement identifiés, les rires aussi gras et les solutions si tranchées? Où va ce train bondé d'humoristes et de concepteurs qui manient gaillardement la stigmatisation et le sarcasme; de chroniqueurs qui accusent et montrent du doigt à la ronde; de politiciens armés d'une dramaturgie de la catastrophe et d'un couperet? On commence alors, hésitant, à mettre les pièces ensemble, à lier les niveaux de réalité, à identifier des redondances, des lignes de dissémination, et voilà que, mécanisme propre à l'horreur, le familier révèle soudain un visage menaçant : on se lève un matin pour se rendre compte que l'on vit dans une culture de droite, qui carbure à la croyance immémoriale, aussi invérifiable qu'indestructible, selon laquelle la violence est quelque chose de nécessaire. On ne fait pas d'omelette sans casser des œufs, il faut souffrir pour être belle, la hiérarchie est indispensable, la loi implique la coercition, la liberté d'expression inclut la déshumanisation, il faut y exercer une violence de son cru pour rendre le monde meilleur. Être de droite, c'est croire qu'il faut tuer pour vivre.

Et cette croyance qui repose parfois, le temps d'un âge d'or, dans les entrepôts du refoulement de l'inconscient collectif, ne manque jamais, lorsque les conditions sont réunies, d'être ressuscitée, revêtue des habits de l'époque. Au Québec, au cours de la dernière décennie, ce dogme a repris du service alors que l'élite parlante s'est employée à activer et à mobiliser les passions tristes de l'électorat : peur, colère, indignation, humiliation, méfiance et stigmatisation, cocktail culminant en un ressentiment diffus envers tout ce qui est jugé étranger, dangereux, faible ou improductif. Cette entreprise de désinhibition contagieuse des passions tristes a contribué à susciter l'adhésion populaire à des propositions d'exclusion, de limitation, de discrimination, de ricanement, de coupures, de compression, de nettoyage, de ménage, d'élimination, de serrage de vis, de fin de la récréation, de

resserrement de la sécurité, de punition et de récompense, de séparation des gagnants des perdants et des laïques des musulmans. Et à ces agents de change du ressentiment qui nous offrent de « faire la job ».

♦

LE 26 MARS 2007, sur fond de débat autour des accommodements raisonnables, alors que les nouveaux conservateurs de Stephen Harper viennent de prendre le contrôle du gouvernement fédéral et que, versant comique de la même tragédie, Régis Labeaume est élu à la mairie de Québec, l'électorat québécois accorde sa confiance à quarante et un députés de l'Action démocratique du Québec, avec à sa tête Mario Dumont. Le jeune parti formera l'opposition officielle pendant le bref mandat du gouvernement libéral minoritaire de Jean Charest. Chacun des cent vingt-cinq députés de cette législature est lié à une formation située politiquement à droite (PLQ, ADQ ou PQ), et ainsi 8 % d'électeurs qui ont voté à gauche, pour les verts, pour Québec solidaire, pour le parti marxiste-léniniste (ceci dit nonobstant les rumeurs voulant que « le PQ soit à gauche » et que « les verts soient à droite »), n'ont pas obtenu de représentation parlementaire.

L'exploit de Dumont étonne. Ces députés des banlieues et des régions, arrivant dans des habits flambant neufs dans un parlement où ils n'ont jamais mis les pieds, ont été élus en répétant, sur la foi de leur expérience de propriétaires de club vidéo, de vendeurs d'assurances, de maires de petites villes et d'agriculteurs, que l'on paye trop d'impôt au Québec, qu'il faut couper dans les programmes sociaux, qu'il y a de l'abus et des vaches grasses dans la fonction publique, que les politiciens traditionnels sont mous ou corrompus, que les valeurs communes sont menacées par les accommodements raisonnables, et que tout le système public repose en somme sur l'extorsion financière des classes moyennes.

Et force est de constater, une décennie plus tard, qu'il ne s'agissait pas dans cette fièvre adéquate d'une aberration, d'un de ces coups de gueule électoraux – sorte de vague brune destinée à se retirer. En 2011, François Legault, le mutin souverainiste sentant la bonne affaire, a reparti l'ADQ sous un autre nom; en 2013, le Parti québécois de Pauline Marois,

après avoir opportunément tapé sur la casserole, nous a proposé sa tristement célèbre Charte des valeurs, prenant le train vers Hérouxville; la même année, à Montréal, Denis Coderre décide de devenir le nouveau maire Labeaume et tout le monde est ravi; depuis son élection en 2014, le Parti libéral du Québec, dont les poster boys sont des caquistes, nous propose un programme de compressions généralisées des services publics; et en 2015, l'accident orange étant chose du passé, la croix bleue du Saint-Laurent (de Chicoutimi à Saint-Georges et de Plessisville à Rimouski), aussi appelée *mystère de Québec*, a permis d'envoyer douze conservateurs plutôt pittoresques au parlement fédéral en plein cœur d'un ouragan rouge sans précédent.

♦

SUPER MARIO a été visionnaire : ce n'était pas la bonne équipe ni le bon système électoral, et le jeune chef s'est rapidement laissé séduire par les sirènes médiatiques, mais il aura réussi à capter et à révéler une énergie électorale d'une efficacité étonnante, qui s'alimente à la peur de perdre et à la peur des autres. La peur de perdre : un sentiment de manque, peut-être lié à l'endettement, au fardeau hypothécaire, à la difficulté de payer les factures, à la menace du chômage ou de l'effondrement de l'économie, et dans le même mouvement, le désir d'avoir plus, de s'élever, d'améliorer son sort, d'être meilleur, de gagner. C'est en tout cas avec cette première percée de la droite depuis la montée des partis ouvriers au début du xx^e siècle (et dans un horizon politique fort différent) que l'on a réussi à amener les travailleurs à se concevoir comme des exploités et à s'en indigner. On ne dit plus travailleurs, on dit classe moyenne, et on ne dit plus capitalistes, on dit gouvernement; on ne dit plus plus-value, on dit gaspillage ou abus, mais on en appelle bien au sens de l'indignation, à la colère et à la révolte d'une classe victime, passive, leurrée et humiliée par une classe adverse, un groupe aux contours flous, un système qui les néglige et qui profite d'eux, qui s'engraisse à leurs dépens tout en protégeant les crapules.

La peur des autres : à cette indignation du « payeur de taxes » devant le détournement de son pécule par une classe profiteuse s'ajoute l'ingrédient sulfureux du ressentiment identitaire. Le vieux fond bleu est remis à l'ordre du jour par Dumont / Legault, et apprêté à la mode du « nous » par Pauline Marois et ses sociologues. Quant à Couillard, il ne manque pas de chanter *La Marseillaise* aux côtés du maire de Québec lorsque la situation politique l'exige. L'élite parlante

s'est ainsi mise en frais de nous rappeler que parmi les nombreux arnaqueurs du peuple dont il faudrait régler le compte, il y a ceux qui abusent de notre ouverture culturelle et économique. Hier les Anglais, aujourd'hui le peuple du multiculturalisme, demain les islamistes : un vague complot est en voie de réalisation qui va exterminer sinon la race québécoise elle-même, sa langue et sa culture, à tout le moins son monopole du pouvoir dans la vallée du Saint-Laurent, ou en tout cas son *mode de vie*, ses *valeurs*. L'angoisse de la disparition est un ferment qui produit des élixirs généralement amers, et l'époque actuelle n'y échappe pas : l'indignation à l'idée d'un gaspillage public ponctionné à même le labeur incessant du peuple jamais récompensé, au spectacle de ces multinationales indifférentes qui envahissent, polluent ou pillent le territoire, et devant ces immigrants qui refusent d'adopter nos mœurs évoluées; l'humiliation à l'idée d'être le dindon de la farce, de travailler pour les autres, les improductifs, les fonctionnaires trop bien payés, les politiciens voleurs, les étudiants gâtés, les indigènes paresseux, les artistes subventionnés et les accommodés raisonnables; puis la rage quand sont évoqués les souverainistes qui quittent le PQ, les féministes qui insistent, et les tout nus qui bloquent les routes.

Ce déferlement passionnel, alors qu'il est suscité et capturé par les partis politiques, prend nécessairement la forme perverse d'un appel sous les drapeaux : il est temps de se tenir debout, de mettre nos culottes, de faire le ménage. Il faut que quelqu'un se lève et mette de l'ordre dans la maison Québec. Il y a du gras à couper, il y a du gaspillage, il y a des entités malicieuses, il y a des gens à mettre au pas. Le loup est dans la bergerie, il faut être réaliste, il faut être responsable, il faut être courageux.

Bref, il faut voter à droite.

Les journalistes et les artistes, comme les politiciens, font profession de l'exploitation et du marchandage des passions populaires. Ils partagent le même théâtre d'opérations, utilisent la même machinerie, et leur secteur d'activité industrielle détermine en grande partie le contenu symbolique de la démocratie électorale. Aussi ne faut-il pas s'étonner que la mine de ressentiment nationale mise en opération par l'ADQ en 2007 ait amené son lot de candidats à la fortune publique, et que cette ruée vers l'or brun contribue à la généralisation de la sensibilité de droite dans la culture politique québécoise.

Il est maintenant commun de se plaindre à la télévision sur les grandes chaînes et aux heures de grande écoute qu'il est impossible d'être ouvertement de droite au Québec, et que la belle province est un repère de gauchistes attardés; on se dit, se redit et on se crie par la tête qu'il est normal dans une société normale d'avoir une gauche et une droite, que le projet souverainiste, qui vise à atteindre une situation normale, n'est ni de gauche ni de droite; on se dit, se redit et on se crie par la tête que le modèle québécois est dépassé, que les Québécois ne travaillent pas assez et ne créent pas assez de richesse et que le Québec est un trou.

L'information et le divertissement mainstream tendent vers la forme achevée d'une culture du ressentiment : oser des opinions *hard*, dire tout haut ce que tout le monde pense tout bas, exercer l'esprit de sérieux, condamner ex cathedra, régler des comptes, se complaire avec les puissants, prendre l'agressivité pour de la rigueur, la mauvaise foi pour du courage, donner en spectacle un sens du devoir exacerbé, enragé et satisfait, condamner, se purifier par la diffamation, par l'exagération, par la stigmatisation, mais aussi rire du monde, s'exciter d'appliquer un certain degré de violence sur des victimes choisies, consentantes bien sûr, se prendre des têtes de Turc, les user à la corde, faire des perdants comme dans la « vraie vie » – et ça donne un maudit bon spectacle. Tout cela, cette orgie de paroles, cette audace de pacotille, cette affirmation de puissance semble extrêmement jouissive. Et ainsi les enragés de la vallée du Saint-Laurent, s'étant approprié deux ou trois tours de télévision et des grosses presses industrielles au centre-ville de Montréal, et s'étant tout un chacun créé un compte Twitter, pas plus fous que d'autres, se fabriquent tant bien que mal, dans leur grosse tête collective de Québec qui dort au gaz, une philosophie de la place au soleil.

Et nous voilà, chacun de nous barricadé dans un petit bunker hypothéqué, roulant dans un petit char d'assaut de location, protégeant ses frontières narcissiques en brandissant son indifférence fiscale et son art méchant, célébrant son droit Facebook d'exister : huit millions de petits États paranoïaques, armés jusqu'aux dents. Chacun de ces petits empires exerçant ses fonctions régaliennes, à dose homéopathique, de manière inconsciente, symbolique, par négligence, par devoir ou par cruauté. Parce qu'il faut tuer pour vivre.

Et personne n'est épargné par cette vague. Nous n'avons jamais voulu, au Québec, devenir indépendants, « devenir ce que nous sommes », être libres, et avons encore moins voulu libérer qui ou quoi que ce soit. Nous avons plutôt voulu être *normaux*, nous avons voulu être *Maîtres chez nous*, nous avons voulu mettre la main sur la cagnotte hydro-électrique, nous avons voulu le *power*. Nous affirmons, sans ciller, que le monopole de la violence rend libre. *Be careful what you wish for*, comme on dit en Ontario.

♦ **Dalie Giroux** enseigne la pensée politique à l'Université d'Ottawa depuis 2003. Elle a publié une centaine d'articles sur Nietzsche, Deleuze, Agamben, Perrault, le théâtre, l'université, la merde, le Québec, l'espace post-industriel, les questions indigènes, la violence d'État et bien d'autres sujets. Elle est membre du comité de rédaction des *Cahiers de l'idiotie*.

Oser des opinions *hard*,
dire tout haut ce que
tout le monde pense tout
bas, se complaire avec
les puissants, se prendre
des têtes de Turc, les
user à la corde, faire des
perdants comme dans
la « vraie vie » – et
ça donne un maudit bon
spectacle.

La chasse aux œufs (épilogue)

UNE MUNICIPALITÉ convie ses citoyens titulaires de comptes de taxes municipales à une activité familiale et pascale : on fera la chasse aux œufs de Pâques dans un parc de la ville de Laval ! Nous sommes catholiques, et nous aimons bien le chocolat. Arrivent en une colonne de gros motorisés obtenus à crédit les enfants dans leurs habits de neige colorés et leurs parents fatigués par une longue semaine de travail. Tous convergent vers le lieu dit et s'agglutinent le long des barrières installées en guise de ligne de départ – c'est un succès bœuf, il y a foule !

Et voilà que le temps s'étire derrière les barrières et que le signal du départ tarde à venir. Il est déjà deux heures quand même ! Les organisateurs sont inquiets, ils hésitent à lancer l'assaut : c'est qu'il n'y a pas assez d'œufs sucrés pour tous les invités. L'impatience s'installe chez les enfants, qui suent dans leurs capuchons et qui gèlent dans leurs petites bottes, et chez leurs parents naît la colère. Des cris s'élèvent parmi la foule immobilisée sous le soleil d'hiver, et l'indignation s'installe.

Quand les barrières cèdent à demi sous l'agitation croissante, les parents enragés et les enfants en transe poussent l'audace jusqu'à la révolte et font tomber l'obstacle. Une course folle s'engage, grands et petits pêle-mêle, tous pour une même cause et chacun pour son butin, sachant bien devant toute cette anxiété et cette désorganisation qu'il n'y a pas de cocos pour tous les petits lapins. C'est à Pâques comme dans la vie : premier arrivé, premier servi. Les parents en bons parents font tout ce qu'ils peuvent pour favoriser leur progéniture, en plus des cours de musique, du hockey et de l'anglais au primaire, ils vont jusqu'à s'en prendre aux enfants des autres, ces petits gorettes au visage peinturluré de chocolat – déjà profiteurs, à leur âge ! L'activité tourne à la foire d'empoigne.

Et les journalistes sont sur place, les deux mains dans le plat de bonbons, et on se défoule devant les caméras. C'est inacceptable. Nos enfants sont des victimes. Nous aussi. La ville est coupable. C'est scandaleux. C'est mal organisé. C'est l'argent de nos taxes. Nous sommes déçus. L'organisatrice s'excuse. Qu'elle perde son emploi ! Elle a perdu son emploi. Tant mieux.

Que nous aimons les œufs ! **L**